Les Berger et les Volland en famille rue des Vieux-Augustins

Françoise Launay et Emmanuel Boussuge

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rde/5034>

DOI : 10.4000/rde.5034

ISSN : 1955-2416

Éditeur

Société Diderot

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2013

Pagination : 97-122

ISBN : 978-2-9520898-6-9

ISSN : 0769-0886

Référence électronique

Françoise Launay et Emmanuel Boussuge, « Les Berger et les Volland en famille rue des Vieux-Augustins », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie* [En ligne], 48 | 2013, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 30 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rde/5034> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rde.5034>

Les Berger et les Volland en famille rue des Vieux-Augustins

À neuf reprises, de 1759 à 1767, Diderot évoque, dans ses lettres à Sophie, M. Berger « receveur général des gabelles » et sa femme, qui, comme les Volland, habitent à Paris, rue des Vieux-Augustins, paroisse Saint-Eustache.

Si les annotateurs de la correspondance ont bien identifié Berger comme le successeur aux gabelles de Jean Robert Volland, le père de Sophie mort en 1753, peu d'investigations ont été faites à son sujet. En particulier, nul n'a jusqu'à maintenant su préciser si ce « Berger de Fontenay », ainsi qu'il est nommé dans l'*Almanach Royal*¹, avait un lien de parenté avec le premier mari de la mère de Sophie, le médecin Claude Berger, membre de l'Académie des sciences.

Notre étude de la famille Berger nous permet de répondre par l'affirmative, puisque Berger de Fontenay n'était autre que l'un des neveux de ce Claude, et de montrer les liens qui unissaient les Berger et les Volland.

Les recherches ne sont évidemment pas facilitées par l'absence quasi constante de prénoms dans les écrits, hormis les actes notariés ou les actes de justice que nous avons consultés, et qui sont pour cela si précieux. Nous constatons que, comme il est fréquent dans la littérature portant sur des familles du XVIII^e siècle, de fâcheuses confusions ont souvent été faites entre les frères de Claude Berger l'académicien, ainsi qu'entre les deux fils et le petit-fils de son frère Jean Berger de Fontenay, qui, tous trois, portaient les mêmes prénoms : Jean Bernard.

Les occurrences Berger dans la correspondance de Diderot

« Monsieur Berger » apparaît d'abord dans la correspondance au mois d'août 1759 comme une adresse utilisée par Diderot pour faire

1. De 1754 à 1790 inclus.

parvenir ses lettres à Sophie lors de l'un de ses rares séjours à Langres et dans la région de sa ville natale². Le personnage avait alors la confiance des deux amants qui trouvaient intérêt à faire passer leur courrier « sous enveloppe » par son bureau à l'Hôtel des Fermes.

L'année suivante, Diderot évoque trois fois pour Sophie, qui est à Isle-sur-Marne, Berger ou sa femme, à l'occasion de rencontres avec les habitants de la rue des Vieux-Augustins. Le 15 septembre 1760, il rapporte une conversation avec Vallet de Villeneuve, neveu du beau-frère de Sophie, passé à La Chevrette chez M^{me} d'Epinay où séjourne le philosophe :

Je lui disais de Mad^e Berger. Il faut convenir que ces maris sont de gros butors. Aller faire un enfant à cette petite femme qui n'a qu'un souffle de vie. Cette aventure ne lui serait jamais arrivée avec un amant. Cependant il me regardait avec attention, mais j'étais du sérieux le plus ferme et le plus bête. Je suis sûr qu'il s'y est trompé et qu'il en a ri³.

Diderot ne sera pas toujours aussi compatissant avec madame Berger, alors enceinte.

Le 8 octobre, de passage rue des Vieux-Augustins, il ne trouve pas de connaissance à saluer : « J'ai demandé mademoiselle Boileau ; elle venait de partir pour Argenteuil⁴ avec mr Berger. J'ai laissé chez le portier un billet pour elle »⁵.

Le dimanche 23 novembre, il passe de nouveau au domicile parisien des Volland où il a rendez-vous⁶. « J'allai chez mademoiselle Boileau où j'espérais que l'ami Gaschon⁷ m'aurait précédé. Point d'ami Gaschon. Mademoiselle Boileau en jupon court et en casaquin blanc, blanc, si vous voulez, était chez madame Berger »⁸.

Le récit de la matinée dominicale passée rue des Vieux-Augustins est un des plus animés de la correspondance. Il est vrai que c'est aussi

2. Lettre de Langres du 1^{er} (?), de Langres du 4 (ou 5 ?) et de Gudmont et Saint-Dizier des 16 et 17 août, respectivement numérotées 1759-48, 1759-50 et 1759-57 dans le premier volume (numéroté XXVIII) préparé par Annie Angremy et Didier Kahn de la nouvelle édition de la correspondance à paraître dans DPV. Nous nous référons à cette édition pour les lettres antérieures à 1761.

3. DPV, XXVIII, 1760-35.

4. On ignore l'objet de ce voyage à Argenteuil.

5. DPV, XXVIII, 1760-48.

6. D'après la lettre du 21 novembre (DPV, XXVIII, 1760-88).

7. André (ou Pierre André selon les sources) Gachon, riche financier d'origine provençale. Il logeait à l'époque à deux pas de la rue des Vieux-Augustins, rue Pavée Saint-Sauveur (depuis englobée dans la rue Tiquetonne dans l'actuel 1^{er} arrondissement). Son adresse nous est donnée par un bail du 8 octobre 1761, AN, MC/ET/CXVI/406.

8. Lettre du mardi 25 novembre (1760-89).

le jour de la première rencontre de Diderot avec M^{me} de Salignac, la sœur de Sophie. M^{lle} Boileau descendra bientôt de chez M^{me} Berger. Diderot la voyant « traverser la cour sur la pointe du pied », la rejoindra alors chez elle, nous donnant au passage quelques détails de la topographie de l'hôtel particulier, résidence des Volland, Vallet, Berger et autre M^{lle} Boileau.

Les Berger réapparaissent dans la correspondance en 1762. Le regard de Diderot à leur égard se fait alors franchement hostile. Le 31 octobre, le philosophe resté trois jours plus tôt à la porte de la maison que nous saurons bientôt être l'hôtel de Bourbon, ne mâche pas ses mots :

Judi au soir, comme je me l'étais proposé, je me présentai à la porte de madame votre mère, mais elle n'était ouverte à personne. Elle faisait sa partie chez madame Berger que je ne saurais souffrir, parce qu'elle a l'air d'une courtisane usée, le ton moitié important et moitié dédaigneux d'une petite duchesse et d'une caillette⁹ et l'air hypocrite et faux d'une bigote. Je demandai par occasion mademoiselle Boileau. Le vieux Langevin¹⁰ eut beau intercéder en ma faveur, le portier fut inflexible¹¹.

Quelques jours plus tard, ce sont les procédés du mari qui sont visés : « Je ne doute nullement de ce que vous me dites du Berger. Cette conduite est tout à fait digne du personnage ; mais quand on aura désespéré de s'en faire justice, j'irai, moi, au contrôleur général¹² et je l'obtiendrai »¹³.

On ignore quels griefs Sophie avait contre Berger. La fin de 1762 correspondant à la banqueroute de son beau-frère, Vallet de Salignac, il se peut que dans cette circonstance difficile, Berger n'ait pas fait preuve de la solidarité attendue.

La dernière occurrence date de 1767, alors que les dames Volland ne logent plus rue des Vieux-Augustins. Réagissant à une information donnée par Sophie alors à Isle, Diderot fait cette courte remarque : « Mad[am]e van Loo et mad[am]e Berger seront certainement très sensibles à votre souvenir¹⁴ ».

9. « On appelle *Caillette et Caillette de quartier* une femme frivole et babillarde » (*Acad.* 1762).

10. Personnage non identifié.

11. *Corr.*, IV, p. 207, lettre 298, revue sur le manuscrit et transcrite ainsi que les suivantes selon les normes de la nouvelle édition DPV, à paraître.

12. On remarquera que Diderot se montre ici prêt à solliciter Henri Léonard Jean Baptiste Bertin (1720-1792), le contrôleur général des Finances, assurément une de ses relations les plus haut placées.

13. Lettre 300, du 11 novembre, *ibid.*, p. 221.

14. Lettre 454, du 28 septembre, *Corr.*, VII, p. 152.

Sophie avait transmis ses salutations à la femme du peintre Michel Vanloo¹⁵, que l'on peut donc compter parmi ses connaissances, et à son ancienne voisine, ce qui indique sans aucune surprise que les ponts ne sont pas coupés avec les Berger.

Le portrait des Berger qui se dessine à travers ces extraits est loin d'être net. Le couple figure à l'arrière-plan parmi la société que Diderot fréquente avec la plus grande régularité pendant dix ans (1755-1765) rue des Vieux-Augustins, mais le philosophe ne se reconnaît guère d'affinités avec eux.

L'identification précise de ces personnages permet cependant, comme on va le voir, de bien mieux cerner les contours du milieu social des dames Volland, de connaître leur ancrage familial, les origines de leur fortune ou leur niveau culturel. Elle nous donnera l'occasion en outre de localiser exactement leur domicile, si chargé d'échos pour les lecteurs de la correspondance.

Remontons donc tout d'abord la généalogie des Berger.

La famille Berger

Dans son étude sur le statut social des membres de l'Académie des sciences entre 1666 et 1750, David Sturdy consacre plusieurs pages à l'académicien Claude Berger¹⁶. S'il donne des précisions sur son père, également prénommé Claude, il ne fait que citer brièvement les autres membres de la fratrie, et, ayant mal orthographié le patronyme de Jean Robert Volland qu'il mentionne cependant bien comme second mari de Françoise Elisabeth Brunel de la Carlière, il ne semble pas qu'il ait fait le lien avec les amis de Diderot. Pour sa part, dans son article très documenté consacré à François Berger, frère de Claude l'académicien, Colin B. Bailey ne mentionne les autres frères et sœur que par leur nombre¹⁷.

L'arbre généalogique (Figure 1), que nous avons établi pour une meilleure compréhension de notre propos, corrige certaines erreurs commises par les deux auteurs dans leur lecture des actes notariés.

Après avoir parlé du père, Claude, nous examinerons successivement la carrière de ses six garçons dans l'ordre de leur naissance, en

15. Si l'on en croit du moins l'identification très vraisemblable proposée dans l'index de LEW., t. XV, p. 875.

16. David Sturdy, *Science and Social Status: The Members of the Académie des Sciences (1666-1750)*, The Boydell Press, 1995, p. 314-320.

17. Colin B. Bailey, « François Berger (1684-1747): enlightened patron, benighted impresario », in *Curiosité. Etudes d'histoire de l'art en l'honneur d'Antoine Schnapper* (Philippe Sénéchal, Olivier Bonfait, Véronique Gérard-Powel éd.), Paris, Flammarion, 1998, p. 389-405.

gardant toutefois pour la fin le troisième de la liste, Jean Berger de Fontenay, qui sera suivi de ses deux fils Jean Bernard, le cadet étant le successeur de Jean Robert Volland aux gabelles.

Claude Berger (1633?-1705), le père, médecin du roi

« Noble homme »¹⁸ Claude Berger, fils d'un marchand apothicaire parisien, était docteur en médecine de la faculté de Paris¹⁹, docteur régent, et doyen de la faculté²⁰. Il bénéficiait manifestement d'une grande pratique à laquelle il devait associer rapidement l'aîné de ses fils. David Sturdy, qui a analysé dans le détail son inventaire après décès montre qu'en dépit d'un train de vie apparemment modeste, il s'agissait d'un homme riche. Cela nous est confirmé d'une part par les maisons qu'il déclare au terrier du roi fin décembre 1701, au nombre de quatre et demie²¹, et d'autre part par le montant des biens successoraux que sa femme et lui laissent à leur mort à leurs enfants : 193 829 livres²². Claude Berger disposait d'une bibliothèque comportant 398 volumes (estimés 300 livres), principalement de médecine, mais aussi d'autres ouvrages traitant de religion, d'histoire et de voyages.

C'est en novembre 1675 qu'il avait passé contrat de mariage²³ avec Marthe Veret, fille de l'orfèvre parisien Jean Veret, sieur de Fontenay-aux-Roses. Marthe devait lui donner au moins sept enfants.

Claude Berger s'est éteint à Paris le 2 avril 1705, dans sa maison de la rue du Monceau St-Gervais, paroisse St-Gervais²⁴. Malade, ne sortant plus de chez lui depuis deux ans, il sentait sans doute sa mort prochaine car il avait ajouté en février un petit codicille à son testament. Il avait en effet rédigé ce dernier en novembre 1703, peu de temps après qu'il eut perdu l'aînée de ses enfants, sa fille Marie Marthe alors âgée de 26 ans, et que la succession de sa femme, partie trois ans plus

18. Cette qualification se trouve dans un avis de parents de la famille Veret en date du 7 mai 1680, AN, Y/5309.

19. Fontenelle, « Éloge de M. Berger », *Histoire de l'Académie royale des sciences*, 1712, p. 81-82.

20. Inventaire après décès (IAD) de Claude Berger, 9 avril 1705, Archives nationales (AN), minutier central (MC), étude (ET) LXXIII/595.

21. Déclaration au terrier par Claude Berger, 20 décembre 1701, AN, MC/ET/CXVII/666.

22. Cette somme est donnée en 1711 dans le contrat de mariage de son fils Claude, voir *infra* note 30.

23. Contrat de mariage (CM) du 6 novembre 1675 passé en l'étude de Marion et Le Beuf, notaires, acte introuvable à ce jour.

24. Cette maison « appelée la bouille Blanche ou anciennement il y avoit pour enseigne le Jeu d'Allençon » avait été acquise par le couple Berger en 1684 pour 23 000 livres. AN, MC/ET/LXXXV/238.

Figure 1 : Arbre généalogique de la famille Berger

		<p>BERGER DE RESSYE Pierre o 30.08.1690 % Paris St-Gervais (+) 08.06.1769 Paris St-G. l'Aux. Comm. requ. Palais</p>	<p>BERGER DE FONTIGNY Claude Bernard o 30.12.1691 % Paris St-Gervais + 1724< <1725 Insp. ferm. La Roch.</p>	<p>BERGER DU JOSNET Julien o ca 1695 + 29.09.1765 * Yzeure St-Jean Lt. gl siège pr. Moulins</p>	
		<p>x 03.03.1725 § Paris St-Eustache</p>	<p>x ? 03.01.1717</p>	<p>x 07.02.1726 * Yzeure St-Jean</p>	<p>x 27.01.1738 * Moulins St-Pierre</p>
		<p>DE POIX DE PERIGNY Marie Elizabeth o 11.03.1705 % Paris St-Roch + 26.04.1746 § Tours</p>	<p>GARNIER Anne Magdeleine o + >24.12.1725</p>	<p>BOULIEU DE MONTPENSIER Marie Antoinette Agathe o + ? 1735</p>	<p>TEISSIER DE MONTARET Marie Geneviève Aimé o Moulins +</p>
		<p>BERGER DE RESSYE Marie Geneviève o ca 1728 + 1790</p>	<p>BERGER DE MESSEMÉ Marie Françoise o 25.09.1734 + >30.10.1752</p>	<p>BERGER Marie Thérèse o +</p>	<p>BERGER Mar. Fr. Laurent o 09.08.1732 * Yzeure St-Jean +</p>
		<p>X</p>			<p>BERGER Pierre o 19.05.1742* Yzeure St-J + 20.05.1742* Yzeure St-J BERGER Marie o 19.09.1743* Yzeure St-J BERGER Marie Gilberte o 17.06.1745* Yzeure St-J + 15.11.1804 Vaumas x 25.09.1770 Moulins PRÉVERAUD DE LAUBÉPIERRE Gilbert Joseph BERGER Anne o 20.10.1746* Yzeure St-J BERGER Pierre o 28.02.1748* Yzeure St-J + ?1816 BERGER Julien Joseph o ?1758 + ?1816</p>
		<p>DE GOY Jean Baptiste Amable o 1728 + 1779</p>			

tôt²⁵, eut été réglée. Il écrivait alors : « Je recommande surtout la paix et l'union à mes enfants et aux aînés d'aimer et de servir les plus jeunes, de prier dieu pr leur mere, leur seur, leurs grands peres grandes meres oncles et tantes et pour moy qui prie Dieu de tout mon cœur qu'il les benisse »²⁶. À sa mort, il laissait six fils qui allaient tous faire une brillante carrière, les aînés, âgés de 26, 21 et 20 ans, les cadets âgés de 14, 13 et 10 ans²⁷.

Claude Berger le fils aîné (1679-1712), premier mari de la mère de Sophie

L'aîné des fils sera le seul à devenir médecin comme son père, et bien qu'il ne vécût que 33 ans, ce fut un homme brillant, qu'on en juge par le résumé de sa carrière. Il a tout juste 20 ans quand il devient, le 14 février 1699, l'élève à l'Académie des sciences du botaniste Tournefort (1656-1708). Le 27 janvier 1700, il devient celui du chimiste Homberg (1652-1715), en remplacement d'Etienne François Geoffroy, promu associé. Entre temps, le 6 mars 1699, « il soutint sous la présidence de M. Fagon, premier Médecin, une Thèse contre l'usage du Tabac²⁸, dont le stile et l'érudition furent généralement admirés, & les préceptes fort peu suivis », nous précise Fontenelle dans son *Éloge*, avec une lucidité toujours actuelle. En 1705, il est « docteur régent en la faculté de médecine de l'Université de Paris » : il n'a alors que 26 ans. Comme le souligne Fontenelle, il avait bénéficié du soutien de Guy Crescent Fagon (1638-1718), premier médecin du roi, professeur de botanique et de chimie, dont la femme, Marie Nozereau, était par ailleurs, du côté de sa mère, cousine de Marthe Veret. À la mort de son père, Claude Berger l'académicien lui succède auprès de ses patients, et c'est fin 1708 qu'il achète à Jean Baptiste de Fresquiere la charge de « Médecin ordinaire du roi » pendant les quartiers de janvier à mars, pour la somme de 22 000 livres, et ce « sous le bon plaisir du roy et de monsieur Fagon, son premier medecin »²⁹. Berger n'avait payé comp-

25. Claude Berger a été nommé tuteur de ses sept enfants mineurs, et Nicolas Du Chemin subrogé tuteur, le 2 janvier 1700. Cet acte de tutelle, que nous n'avons pas retrouvé, est cité dans l'IAD de Marthe Veret en date du 11 août 1703 (AN, MC/ET/LXXIII/590).

26. Testament de Claude Berger, annexé à son IAD, AN, MC/ET/LXXIII/595.

27. La date de naissance de Claude nous est donnée par Fontenelle. Les âges de tous les enfants figurent dans un acte d'avis de parents pour succession du 18 novembre 1699 (AN, Y/4083A), et les actes de naissance de Pierre et de Claude Bernard ont été reconstitués aux archives de Paris.

28. Claude Berger, *An ex tabaci usu frequenti vitae summa brevior ?*, Paris, Muguet, 1699.

29. Traité de charge du 12 décembre 1708, AN, MC/ET/LXIII/610.

tant que 8 000 livres, le contrat prévoyant un étalement sur cinq ans des versements du solde. L'année suivante, Fagon le chargea de sa chaire de « Professeur en Chimie au Jardin Royal » qu'il ne pouvait honorer. Très occupé par toutes ses tâches, Claude Berger n'était pas très assidu aux séances de l'Académie. Fontenelle le remarque dans son *Éloge*, et Sturdy le confirme, registres des séances en main. Berger ne fit apparemment aucune communication à l'Académie, ni publication.

C'est le 16 janvier 1711 que fut signé le contrat de mariage de Claude Berger avec Françoise Elisabeth Brunel de la Carlière, fille unique du premier médecin de Monseigneur le duc de Berry³⁰. Il s'agissait donc d'un grand mariage et, comme toujours lors de la signature de tels contrats, l'opération se passa en deux temps, à Versailles pour la signature de la famille royale (le duc de Berry et sa femme, et Philippe d'Orléans) puis à Paris, pour la famille et les amis. Parmi ces derniers se trouvaient du côté du futur : François, Pierre, Claude Bernard et Julien, ses frères ; Guy Cressent Fagon, son épouse cousine du futur, et leurs fils l'abbé Antoine Fagon et Louis Fagon, commissaire aux requêtes du Palais ; Geneviève Veret, et Marguerite Le Moyne, veuve Berger, ses tantes ; Jean Boudin, premier médecin de Monseigneur le Dauphin ; et du côté de la future, ses parents, ses aïeux maternels Chevrel et plusieurs membres de la famille Chevrel, Gaspard Ragon, conseiller du roi, François Boutduc et Paul Dubois, marchands apothicaires.

Aux termes du contrat, les parents de l'épouse lui avaient donné en dot, en avancement d'hoirie, 30 000 livres en contrats et constitutions de rentes dont 6 000 seulement entreraient dans la communauté, les 24 000 de surplus demeurant propres à la future épouse. De son côté, le futur époux douait sa future épouse de 800 livres de rente au principal de 16 000 livres de douaire prefix, dont elle jouirait *sa vie durant*³¹. En cas de décès, un préciput de 3 000 livres était prévu, l'époux survivant gardant ses habits et les livres de sa bibliothèque, et l'épouse survivante, son lit garni, ses habits, bagues, bijoux et ustensiles de toilette. Les biens patrimoniaux de l'époux consistaient en un sixième de l'héritage de ses parents, une maison à Paris, ses meubles, carrosse et chevaux, mais il devait encore 12 000 livres sur le montant de sa charge de médecin.

À l'appui de l'acte de notoriété du 8 août 1772 qui rétablit le bon ordre des prénoms de la future (Françoise Elisabeth et non l'inverse)

30. CM de Claude Berger avec Françoise Elisabeth Brunel de La Carlière, 11 janvier 1711, AN, MC/ET/LXXVI/158.

31. C'est nous qui soulignons, et nous reviendrons plus tard sur cette disposition importante.

est joint un extrait de baptême en date du 26 août 1694³². Françoise Elisabeth s'est par conséquent mariée à 16 ans et 4 mois, et non à 12 ou 14 ans comme cela a pu être couramment affirmé, sans doute par assimilation avec l'héroïne de Diderot, *Madame de la Carlière*³³. À 32 ans, son mari ne pouvait sans doute pas non plus être confondu avec le « vieux mari » du conte de Diderot.

Françoise Elisabeth met au monde une fille neuf mois et demi plus tard, mais elle perd son mari très peu de temps après, en mai 1712. Alors que le couple habitait au second étage de la maison des Brunel de la Carlière, rue du Jardinnet, c'est dans une chambre qu'il occupait au bas du village de Passy que le médecin s'éteint. L'inventaire après décès de Claude est en cours d'établissement quand l'enfant décède à son tour, et ce sont ses oncles qui en deviennent alors les héritiers.

La bibliothèque du défunt est plus importante que celle de son père, puisqu'elle comporte 769 volumes. En dehors des écrits strictement médicaux, on y trouve les noms de Platon, Aristote, Sénèque, Tacite, Polybe, Salluste, Suétone, plus le dictionnaire de Richelet, les lettres de [Guez de] Balzac, les lettres de [Guy] Patin, les colloques d'Erasmus et surtout un « paquet de six volumes quarto dont Essais de Montaigne [...] prise quatre livres » ce qui nous permet d'être bien sûrs que ce n'est pas de la bibliothèque de l'ancien mari de sa mère que Sophie tenait son édition, constituée, comme on le sait, de « sept petits volumes » légués à Diderot³⁴.

*François Berger, seigneur de Courbeton (ca 1684-1747), mécène éclairé et entrepreneur mal avisé*³⁵.

Frère puîné de Claude, François Berger eut un rôle capital dans le parcours de la famille. Son goût éclairé en matière de peinture et son passage à la tête de l'Opéra établirent aussi un lien étroit avec le monde culturel.

32. Acte de notoriété du 8 août 1772, AN, MC/ET/XLII/529. À noter que Diderot lui souhaitait sa fête en octobre, le jour de la saint François (Diderot, *Corr.*, VII, p. 168).

33. Denis Diderot, *Madame de La Carlière. Sur l'inconséquence du jugement public de nos actions particulières*. DPV, XII, p. 549-575.

34. Emmanuel Boussuge, « Le testament de Sophie et autres documents concernant Louise-Henriette Volland aux Archives nationales et dans les registres paroissiaux de la Marne », *RDE*, 47 (2012), 299-313, p. 302.

35. Nous nous inspirons ici du titre de l'article de Colin B. Bailey déjà cité (ensuite Bailey), la principale source sur le personnage. Mentionnons aussi la notice « BERGER (François), [seigneur] de Courtelon, des Dureaux, de Saint-Léger-des-Bruyères, Cée, Le Bost de Montjournal, du Tronchoy, etc. », du *Dictionnaire biographique des financiers en France au XVIII^e siècle* de Thierry Claeys (3^e éd., SPM, 2011, t. I, p. 201-203, ensuite Claeys). Nous lisons bien sur les documents consultés « Courbeton » et non « Courtelon », voir ci-après.

Né vers 1684³⁶, il avait passé contrat de mariage le 25 août 1706 avec Gabrielle Gautier, fille d'un marchand de vin à Tonnerre et sœur de Pierre Gauthier Leroy, établi lui aussi dans le commerce de vin, mais à Paris sur l'île Saint-Louis, rue de la Femme-sans-tête, où Diderot passerait si souvent pour rendre visite à son ami Damilaville³⁷. De son mariage, François Berger eut une fille, Gabrielle Claude³⁸. En 1712, année de décès de son frère aîné et de son frère cadet, les circonstances le placent à la tête du clan familial, soutien de deux veuves, de deux neveux, d'une nièce (bientôt décédée) et de trois frères encore mineurs³⁹. La période qui suit fait alors, fort à propos, accéder ce petit financier à la grande fortune, tandis que la France expérimente le système de Law. D'abord receveur des tailles en l'élection de Joigny (non loin de Tonnerre) en 1711, puis receveur des Finances au bureau de la douane à Paris en 1712, il est en position, en 1719, d'acheter un office beaucoup plus prestigieux, celui de receveur-général des Finances du Dauphiné⁴⁰. Il acquiert aussi alors diverses maisons à Paris et, dans la région d'origine de sa femme, terres et seigneuries, associant selon l'usage ascension sociale et intégration à l'aristocratie⁴¹. Le 11 décembre 1721, il revend l'office de Trésorier receveur général des pays du Dauphiné, sans en avoir jamais eu l'exercice, suspendu sous le ministère de Law et précisément alors rétabli⁴². L'acquéreur, Laurent Fayard, est issu d'une bonne famille de marchands lyonnais et

36. Son âge nous est connu par des actes de tutelle dont celui de 1699 cité note 27.

37. Archives Départementales de l'Yonne, 3E 1/408, CM cité par Bailey, p. 390 et 400 pour la note. Gabrielle Gautier mourut le 25 avril 1764 au château de Tronchoy, près de Tonnerre (Claeys, p. 202). François Berger avait été émancipé le 6 avril 1705 (tutelle, AN, Y/4143).

38. Décédée au château de Croissy le 27 juillet 1775, à l'âge de 68 ans (RP de Croissy-sur-Seine).

39. Tutelle sur sa nièce, AN, Y/4227, 24 mai et 1^{er} juin 1712 ; tutelle sur ses frères mineurs AN, Y/4227, 9 juillet 1712 (quelques jours après la mort de sa nièce) ; tutelle sur ses neveux le 20 février 1713 d'après IAD de Jean Berger de Fontenay, 18 mars 1713 (AN, MC/ET/LXXIII/627).

40. CM Berger-Brunel de la Carlière, le 11 janvier 1711, déjà cité ; tutelle du 9 juillet 1712, déjà cité ; Bailey, p. 390 et 400 pour les notes ; Claeys, p. 202-203.

41. Sur le CM du 11 janvier 1711, le receveur des tailles de Joigny n'a pas encore rallongé son nom. Dès juillet 1712, il est désigné comme « François Berger, sieur de Courbeton, c[onseill]er du roi », première étape dans la distinction nobiliaire. Sur les titres ensuite acquis en 1719 et 1720 et l'achat des maisons, voir Bailey, p. 390 et 400 pour la note et Claeys, p. 202.

42. Sur cette transaction pour la somme considérable de 450 000 livres, voir Bailey, p. 390 et 400 pour la note et Claeys, « FAYARD DE CHAMPAGNEUX (Laurent) », *op. cit.*, t. I, p. 864, n. 5253.

s'allie bientôt étroitement à son prédécesseur en épousant sa fille, en mai 1725⁴³.

Parallèlement à cette spectaculaire réussite financière, Berger adopte un style de vie de haut standing : un homme « très magnifique en toutes ses manières », dit une source contemporaine⁴⁴. Le mécénat constitue une des facettes de son personnage de financier fastueux, mais François Berger fait montre dans ce domaine d'une générosité des plus rares. Au peintre qui a toutes ses faveurs, François Lemoyne (1688-1737), il fournit des revenus réguliers et multiplie les commandes. Il va même jusqu'à l'accompagner dans un voyage en Italie de plusieurs mois en 1723 et 1724⁴⁵. François Berger peut alors passer pour un des éminents amateurs éclairés de son siècle⁴⁶, le choix même de son protégé plaçant pour la délicatesse de son goût. François Lemoyne est, en effet, un des plus importants peintres d'histoire du XVIII^e siècle. Diderot, trop jeune pour avoir eu l'occasion de commenter ses productions au moment de leur création, le cite toujours comme une référence admirée et ne manque pas de procurer plusieurs de ses tableaux à Catherine II⁴⁷. La réputation de Lemoyne atteint son zénith avec la décoration du plafond du salon d'Hercule à Versailles qu'il mit quatre ans à réaliser, quatre ans de travail à l'issue desquels il fut nommé Premier Peintre du roi en 1736. Ne profitant guère de son titre, Lemoyne se suicida l'année suivante, après avoir achevé une ultime commande de Berger, qui recueillit les derniers soupirs de son ami percé de neuf coups d'épée le 4 juin 1737⁴⁸.

43. CM Fayard-Berger du 3 mai 1725, AN, MC/ET/CXV/442-2 Le dérangement des affaires de ce nouveau gendre l'oblige bientôt à revendre son lucratif office, le renflouement ensuite nécessaire constitue, semble-t-il, un grave revers financier pour François Berger (Bailey, p. 393-394 et 403 pour les notes).

44. Lettre de Vleughel à l'abbé Giovanni Antonio Grassetti, le 28 juillet 1724 (cité par Bailey, p. 390 et 400 pour la note, d'après G. Campori, *Lettere artistiche inedite*, Modène, 1866, p. 159).

45. L'histoire de la relation de Berger et Lemoyne est bien sûr particulièrement détaillée dans l'article de Colin B. Bailey, biographe attitré du peintre (p. 391-393 et 400-402 pour les notes).

46. « Un de ces amateurs dont la France peut se vanter d'avoir produit un aussi grand nombre qu'aucun autre pays », selon Caylus, grand connaisseur en la matière (*Vie de François Le Moyne*, in François-Bernard Lépicié, *Vies des premiers peintres du roi, depuis M. Le Brun jusqu'à présent*, Durand-Pissot, 1752, II, p. 81-121, ici p. 97-98).

47. Ces mentions figurent dans le *Salon de 1765*, le *Salon de 1771* et les *Pensées détachées sur la peinture* respectivement t. VI, p. 16 et 187, t. IX, p. 730, 788, t. XII, p. 365 in LEW. Les références aux envois en Russie se trouvent dans la lettre à Falconet du 20 mars 1771 et dans une lettre de Golitsyn à François Tronchin du 12 octobre 1773 (t. IX, p. 1008 et t. X, p. 1086).

48. Le récit de cette mort par Caylus est assez saisissant (*Vie de François Le Moyne*, op. cit., p. 115-116, voir aussi références in Bailey, p. 403).

Dans la période suivante, l'éclat de la fortune de François Berger semble se ternir. Il se sépare ainsi de l'essentiel de sa collection de Lemoyne. En 1744, il se lance dans une nouvelle entreprise en faisant l'acquisition des droits de l'Académie Royale de Musique auprès de Louis Armand Etienne Thuret, dont il doit aussi acquitter les dettes. Investissement des plus risqués, la direction de l'Opéra menant régulièrement les détenteurs de ce privilège à la ruine. Berger n'échappe pas à la règle. À sa mort, le 8 novembre 1747 en son logement des magasins de l'Opéra, rue Saint-Nicaise, il laisse l'établissement en banqueroute, sa femme, alors retirée dans son domaine bourguignon du Tronchoy et sa fille renonçant à un héritage grevé de dettes⁴⁹.

Pierre Berger de Ressye (1690-1769), commissaire des requêtes au Palais

Pierre Berger est né rue du Monceau le 30 août 1690⁵⁰. À la mort de son père en 1705, sous la tutelle de son frère Claude, il est mis au Collège de Beauvais⁵¹. En 1711, au moment du mariage de son tuteur, il est au séminaire de St-Magloire (affilié à la congrégation de l'Oratoire) ; à la mort de Claude en 1712 il est clerc du diocèse de Paris au séminaire de St-Magloire, et c'est en tant que « clerc tonsuré » que nous le retrouvons en 1719⁵² et en 1724⁵³.

Changeant manifestement de voie, il est avocat au Parlement quand il achète le 17 février 1725 un « office de conseiller du roi en sa cour de Parlement » que « sous le bon plaisir du roi » la veuve d'Etienne Pierre Charlet, sieur d'Esbly, lui vend pour 65 000 livres⁵⁴.

Le mois suivant, il épouse Marie Elisabeth de Poix de Perigny, fille d'un receveur des tailles de l'élection de Poitiers, qui lui donnera deux filles. Quand son épouse décède en 1746, il est de plus « Commissaire des requêtes au Palais »⁵⁵. L'année suivante, c'est à lui que sa belle-

49. Bailey, p. 395-397 et notes p. 403-405. À noter que la location de loges à l'Opéra faisait partie du privilège de l'Académie royale de musique. C'est ainsi que Berger signa en 1744 plusieurs baux chez le notaire Caron (étude LX).

50. Acte reconstitué aux archives de Paris, 5Mi1/2.

51. Tutelle du 6 avril 1705, AN, Y/4143.

52. Procuration de Claude Bernard à Pierre, 22-11-1719, AN, MC/ET/LXXIII/655.

53. Acte de vente du 19-08-1724, AN, MC/ET/CI/246.

54. Traité d'office du 17-02-1725, AN, MC/ET/CXV/442-1.

55. IAD de Marie Elisabeth de Poix de Perigny, 01-06-1746, AN, MC/ET/CXV/560. Cette dénomination reste la même au moment de la vente par Berger d'un grand terrain à Pigalle le 2 juin 1756 (*Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île de France*, 1914, p. 37).

sœur Gabrielle Gautier donne procuration à la mort de son époux François. Pierre habite alors rue des Poulies, paroisse St-Germain-l'Auxerrois, église où ses obsèques ont lieu le 8 juin 1769⁵⁶. Comme on le verra, Pierre est le dernier des frères Berger à disparaître.

Claude Bernard Berger de Perigny (1691-1724/1725), inspecteur général des Fermes du roi à La Rochelle

Né le 30 décembre 1691⁵⁷, Claude Bernard Berger reste à la mort de son père, en pension à St-Vincent de Senlis, où ce dernier l'avait mis⁵⁸. En 1711, il est étudiant au Collège de Beauvais, et en juillet 1712 il habite rue du Jour. Comme à ses frères, ses études lui ouvrent une carrière au service de la fiscalité du royaume. Alors qu'en 1719 il est « contrôleur au bureau de Libourne »⁵⁹, il est en octobre 1724, quelques mois avant sa mort, « inspecteur général des fermes du roi au département de La Rochelle ». Il était alors marié avec Anne Magdeleine Garnier⁶⁰.

Julien Berger (ca 1695-1765), lieutenant général du siège présidial de Moulins

Le cadet des Berger, Julien, seigneur du Josnet, né vers 1695, avait seize ans de moins que Claude, l'aîné de ses frères. Comme Claude Bernard, il avait été mis en pension à St-Vincent de Senlis par son père avant d'entrer au Collège de Beauvais où il était toujours étudiant en 1712.

En 1724 il est « lieutenant général en la Sénéchaussée et siège présidial de Moulins » où il va effectuer toute sa carrière que l'on peut suivre à la lecture des actes de catholicité concernant sa famille : ses deux mariages en 1726 et 1738, et la naissance de ses enfants. Il s'éteint à Yzeure, près de Moulins, en 1765.

Jean Berger de Fontenay (ca 1685-1712), contrôleur du tabac à Poitiers

De la courte carrière du père du M. Berger fréquenté par Diderot nous savons peu de chose.

56. D'après les *Petites Affiches*.

57. Acte reconstitué aux archives de Paris, 5Mil/2.

58. Tutelle du 6 avril 1705, AN, Y/4143.

59. Procuration citée note 52.

60. Vente citée note 53.

Le troisième frère Berger, Jean, est né aux alentours de 1685. Émancipé à « vingt ans » en même temps que François⁶¹, il épouse bientôt Marie Geneviève Gouard⁶². Suivant la même voie que son frère, il dirige sa carrière vers les lucratifs services de la fiscalité d'Ancien Régime et double son ascension sociale de la manifestation du rang aristocratique⁶³, aussi est-ce « Jean Bergier (*sic dans le corps de l'acte*), sieur de Fontenay, contrôleur du tabac en la ville de Poitiers, y demeurant paroisse de Saint-Hillaire de La Celle » qui donne procuration à M. Crespin Livoire dans la succession de son frère Claude le 3 juillet 1712⁶⁴. Il décède quelques mois plus tard, le 29 décembre 1712, dans la ville du Poitou, laissant une veuve à Paris et deux enfants en bas âge (5 et 3 ans) identiquement prénommés Jean Bernard⁶⁵.

Jean Bernard Berger de Fontenay l'aîné (1708-1782), directeur des aides à Saintes

Jean Bernard Berger de Fontenay l'aîné est né le 16 février 1708, paroisse Saint-Benoît à Paris⁶⁶. Placé sous la tutelle de son oncle, François Berger de Courbeton, à la mort de son père, il fait vraisemblablement des études de droit dans la capitale avant de s'engager dans la carrière financière du côté de la Saintonge en toute cohérence avec la stratégie familiale, nous y reviendrons. Entre 1746 et 1751, il devient directeur des aides à Saintes⁶⁷,

61. Émancipation, AN, Y/4143, le 4 avril 1705.

62. CM le 1^{er} juin 1710, d'après l'IAD du 8 mars 1713, AN, MC/ET/LXXIII/627. La pièce figure bien dans le répertoire de l'étude LVII, mais le mois est en déficit au minutier central. À noter que le contrat est signé plus de deux ans après la naissance du premier fils des Berger de Fontenay.

63. Reprenant le titre de son grand-père Veret, déjà « sieur de Fontenay-aux-Roses », Claeys, p. 201.

64. Procuration du 3 juillet 1712 insérée dans l'IAD de Claude Berger, AN, MC/LXXIII/624.

65. IAD de Jean Berger du 8 mars 1713, AN, MC/ET/LXXIII/627. La pièce est rédigée dans la chambre occupée alors comme du vivant de son époux par Marie Geneviève Gouard, chez Crespin Livoire, rue des Bernardins. Elle n'a donc vraisemblablement pas suivi son mari à Poitiers. Jean Bernard Berger de Fontenay le jeune était né le 20 mars 1711 rue des Bernardins (voir ci-après), où est encore situé le domicile de Marie Geneviève Gouard à la fin de sa vie (cautionnement du 15 avril 1751, AN, MC/ET/LXXXVIII/685 ; procuration du 16 juin 1761, AN, MC/ET/XLVII/182). Ses obsèques eurent lieu le 13 juillet 1762 à Saint-Nicolas du Chardonnet (selon les *Petites affiches*).

66. Tontine du 8 janvier 1761, AN MC/ET/XLVII/236.

67. Son entrée en charge est postérieure au 8 février 1746, date de décès de Jacques Arthuy, un de ses prédécesseurs (registre de la paroisse Sainte-Colombe, AD de

où il meurt le 1^{er} décembre 1782, sans autre héritier que son frère resté à Paris⁶⁸.

Jean Bernard Berger de Fontenay le jeune (1711-1792), receveur général des gabelles

C'est lui le « Monsieur Berger » de la correspondance de Diderot. Sa grande proximité avec les Volland se déduisait évidemment sans que l'on ait précisément situé son origine jusque-là.

Jean Bernard le jeune est né le 20 mars 1711 à Paris, rue des Bernardins, paroisse St-Nicolas-du-Chardonnet⁶⁹. Comme son frère, le petit orphelin de père est placé sous la tutelle de son oncle en 1713. Le parcours du jeune homme nous échappe ensuite largement jusqu'en 1751⁷⁰, date à laquelle il est « intéressé dans les affaires du Roi » suivant le tropisme professionnel familial⁷¹. Pendant deux ans, il occupe alors la charge de directeur des Fermes pour les Traités, Gabelles et Tabac dans la ville du Mans. Il y succède à Jean François Le Seurre⁷², dont il épouse bientôt la fille Anne Marguerite Joseph⁷³. Il revient ensuite dès 1753 à Paris pour

Charente-Maritime, 2E 439/1*), et antérieure au 15 avril 1751 (acte de cautionnement, AN, MC ET/ LXXXVIII/685).

68. Extrait du registre de la paroisse Saint-Michel de Saintes, où l'enterrement eut lieu le lendemain, qui le donne pour « avocat au parlement de Paris, ancien directeur des aides de cette ville », déposé le 2 mai 1783 par Jean-Bernard le jeune (AN, MC/ET/XLVII/331). L'inventaire a été dressé à Saintes.

69. Extrait joint à la tontine du 15-01-1761, AN, MC/ET/XLVII/237.

70. On sait seulement qu'il est avocat au parlement de Paris comme son frère (d'après le document du 5 février 1752, cité plus bas). Un document des archives des Pyrénées-Orientales indique qu'un Berger de Fontenay a été contrôleur général du Roussillon après 1740 sans que la description de l'*Inventaire* nous permette de savoir s'il s'agit de lui ou de son frère, ni quelles sont les dates précises concernées (C 811, « rôles de l'imposition faite sur les employés des fermes et gabelles du Roi au département du Roussillon », d'après l'*Inventaire-sommaire des Archives départementales antérieures à 1790, Pyrénées-Orientales*, 1877, p. 105 – on notera qu'un Le Seurre est aussi mentionné à cette charge).

71. Une procuration du « directeur des Fermes au département du Mans » est signée le 28 février 1751, sa mère (avec procuration pour son frère aîné) se portant caution le 15 avril (AN, MC/ET/LXXXVIII/685).

72. L'*Almanach royal* indique la succession des titulaires de la charge : Le Seurre (1751), Berger de Fontenay (1752, 1753), Gilbert des Acis (1754).

73. Entre le 3 mars 1751, date de la mort de son père (registre de la paroisse ND de La Couture au Mans), après laquelle elle est émancipée (procédure d'émancipation des enfants de Jean-François Le Seurre, AD de la Sarthe, B 685, 1751, d'après *Inventaire sommaire des archives départementales*, Archives départementales de la Sarthe, Armand Bellée, 1890, p. 123), et le 5 février 1752, où un document la donne pour mariée (*Inventaire des minutes anciennes des notaires du Mans (XVII^e & XVIII^e siècles)*, 1895, p. 1).

succéder à Jean Robert Volland, cette fois-ci comme directeur général des Fournissements des Gabelles de France⁷⁴, s'élevant ainsi d'un cran dans la hiérarchie des institutions fiscales du royaume. Il s'installe alors rue des Vieux-Augustins dans la maison louée pour une moitié par la famille Volland et pour l'autre par la famille Vallet, qui resta son domicile jusqu'à sa mort en 1792⁷⁵. C'est là que naît son fils, après la grossesse qui inquiétait tant Diderot pour la santé de la mère, un nouveau Jean Bernard Berger de Fontenay promis à un brillant avenir⁷⁶, le 11 novembre 1760⁷⁷. À une date indéterminée, il se remarie avec Anne Boudrey⁷⁸, qui était son épouse au moment de son décès. Relevons encore, parmi les quelques éléments connus de sa biographie, qu'il était franc-maçon appartenant à une des loges les plus prestigieuses⁷⁹.

La rue des Vieux-Augustins

Nous savons par un acte passé en 1758 entre madame Volland et ses filles d'une part, et Nicolas Vallet de La Touche, d'autre part, que Jean Robert Volland et Nicolas Vallet de La Touche (frère de Vallet de Salignac, gendre de Volland) louaient au 1^{er} juillet 1747, chacun pour moitié, une maison rue des Vieux-Augustins. Le loyer était de 2 800 livres par an jusqu'en 1756, puis de 3 000 jusqu'en 1765. Toutefois, la plus grande partie de la maison était sous-louée pour

74. Jean Robert est décédé le 26 mai 1753 à Isle-sur-Marne, et un acte lie M^{me} Volland à Berger de Fontenay autour de la succession dès le 8 septembre (voir ci-après). La prise de fonction eut donc lieu entre ces deux dates.

75. Voir ci-après.

76. Ce Jean Bernard de la génération suivante, directeur de l'Enregistrement et des domaines, est mort à Passy le 15 septembre 1837. Il avait été marié deux fois. (Extrait d'acte de décès, AD Paris, 5Mi1/1263). Il a mené brillante carrière à travers la Révolution, l'Empire et la Restauration. Il était chevalier de la Légion d'honneur (dossier LH/188/6, en ligne).

77. Extrait d'acte de baptême de la paroisse St-Eustache, AD Paris, 5Mi1/32.

78. On relève que la grand-mère maternelle Jeanne Guillemette, sa marraine, était aussi une Boudrey (*ibid.*).

79. On a repéré son appartenance à L'Olympique de la Parfaite Estime pour la période 1783-1786 et à la Société Olympique qui en est issue en 1786 (Alain Le Bihan, *Francs-maçons parisiens du Grand Orient de France (fin du XVIII^e siècle)*, Bibliothèque nationale de France, p. 67). Il y côtoyait certaines vieilles connaissances de Diderot comme le baron Charles Ernest de Bagge (voir la lettre à Sophie du 30 octobre au 2 novembre 1759, n° 1759-75 de la nouvelle édition de la correspondance à paraître dans DPV). Sur le rôle éminent de la Société Olympique dans l'histoire de la musique à la fin du XVIII^e siècle, voir Jean-Luc Quoy-Bodin, « L'orchestre de la Société Olympique en 1786 », *Revue de Musicologie*, t. 70, n° 1 (1984), p. 95-107.

2 000 livres⁸⁰. Les propriétaires étaient les frères Midy, Louis et Nicolas, négociants à Rouen⁸¹. Cependant, un acte de partage de la succession Midy, en date de 1739⁸², nous apprend que « M. Vaulant » (*sic*) était déjà locataire à cette date. C'est en effet le 14 mars 1738 que le bail initial⁸³ de location de « l'hôtel de Bourbon », prenant effet au premier juillet suivant, avait été passé entre les frères Midy et les sieurs Volland et Vallet de La Touche (habitant alors ensemble rue Poissonnière paroisse St-Eustache). Cela correspond bien au changement d'adresse de Jean Robert Volland constaté entre les éditions de 1738 (rue Poissonnière) et 1739 (« rue des Vieux-Augustins, près la rue Soly ») de l'*Almanach Royal*.

Voici la description de la maison donnée dans l'acte :

Une grande Maison scize en cette ville rue des Vieux Augustins appelée L'hôtel de Bourbon consistante en son entrée a porte cochere, deux Cours, deux grandes Ecuries, quatre remises, plusieurs belles Caves, un grand Corps de logis sur la rue ayant deux aisles, qui ont vue sur la grande cour d'entrée a trois Etages, chacun desd. Etages contenant dix pièces de plein pied La plupart ornés de glaces, Boiseries et tableaux, greniers, grande Cuisine par bas et une grande pièce aussy par bas propre a faire Salle a manger une Loge de portier Puits dans la grande cour et autres appartemens et dependances de lad. maison ainsy qu'elle se poursuit et comporte.

Située non loin de la place des Victoires (Figure 2), la rue des Vieux-Augustins joignait la rue Coquillière à la rue Montmartre, à l'emplacement des rues Hérold et d'Argout qui lui ont succédé dans l'actuel 1^{er} arrondissement. Elle dépendait de la censive de l'Archevêché, pour laquelle nous disposons de nombreux documents, en particulier le terrier de 1772⁸⁴ avec ses plans où les maisons sont repérées par des numéros, auxquels correspondent des listes de propriétaires. Sur la liste des propriétaires « au Nord » (c'est-à-dire dont la façade des maisons est au nord, en fait au nord-ouest), on trouve bien « M. Midy » au numéro 58, propriétaire d'une maison de 156 toises

80. Cession d'intérêts entre madame Volland et ses enfants et M. de La Touche, 29 avril 1758, AN, MC/ET/XLII/458.

81. Liquidation et abondement entre la veuve de Vallet de La Touche et son fils, 31 décembre 1760, AN, MC/ET/V/517.

82. Partage de la succession Midy, 8 juin 1739, AN, MC/ET/CVII/430.

83. Bail de location entre les frères Midy et MM. Volland et Vallet de La Touche, 14 mars 1738, AN, MC/ET/CVII/426. Le prix annuel du bail est alors déjà de 2 800 livres.

84. *Terrier de la censive de l'archevêché dans Paris (1772)*, tome 2, 1^{ère} partie (Jean de La Monneraye, éd.), Paris, Imprimerie nationale, 1981. La notice n° 2046 de la maison des Midy se trouve p. 429.

Figure 3 : La maison de la rue des Vieux-Augustins habitée par les familles Volland de 1738 à 1765, et Berger de 1753 à 1792 (n°58)
Atlas de la censive de l'Archevêché dans Paris, fac-similé de 1906, feuille 24

9 pieds de surface (*sic*). Le plan correspondant (Figure 3)⁸⁵ nous indique qu'il s'agit de la quatrième maison vers le nord-est en partant de la rue Soly, et on retrouve la maison sur l'atlas Vasserot (1810-1836) sous le numéro 40 (Figure 4)⁸⁶. Le plan détaillé de cette époque⁸⁷ nous donne la largeur de la façade sur rue : 18 mètres.

Alors que les Volland quittent la rue des Vieux-Augustins en 1765, Jean Bernard Berger de Fontenay le jeune continue à y habiter jusqu'à sa mort en 1792, date à laquelle sa maison portait le numéro 15⁸⁸. Cette indication nous permet de confirmer que Berger

85. *Atlas de la censive de l'Archevêché dans Paris*, reproduction en fac-similé, Armand Brette éd., Paris Imprimerie nationale, 1906, feuille 24. La cote de l'original est AN, N4, atlas 64, terminé en 1786.

86. Atlas Vasserot, 3^e arrondissement ancien, Mail, îlot n° 3, AN, Cartes et plans (CP), F/31/77/03.

87. AN, CP/F/31/11, pièce 304.

88. Enregistrement du décès de Jean Bernard Berger survenu le 25 avril 1792, Archives de Paris, DQ8/20.

habitait bien dans la même maison que les Volland, comme son adresse dans l'*Almanach royal* le laissait supposer.

En effet, le sommier foncier de la première moitié du XIX^e siècle⁸⁹ nous donne heureusement les différents numéros successivement attribués à la maison : « 15-244-40-34 ». « 15 » est le numéro de la fin de l'ancien régime, « 244 » est celui de la section révolutionnaire, « 40 » est celui de l'atlas Vasserot, « 34 » est le numéro ultérieur.

Figure 4 : Le détail de la maison des Volland au numéro 40
de l'*Atlas Vasserot* (1810-1836)

Document des Archives nationales de Paris, Cartes et plans, F/31/77/03

Nous apprenons aussi grâce au sommier que la maison a été vendue par adjudication en 1818 pour la somme de 141 000 F⁹⁰. L'acte notarié⁹¹ qui établissait les charges au moment de la vente précise les origines de propriété, et nous savons ainsi que la famille Midy a vendu la maison en 1792, peu après la mort de Jean Bernard Berger⁹².

À noter qu'un peu plus loin dans la rue des Vieux-Augustins vers le nord, au numéro 69 du plan du terrier de l'Archevêché (numéro 62 sur l'Atlas Vasserot), se trouve une petite maison (surface de 9 toises

89. Archives de Paris, sommier foncier, DQ18/27.

90. Le montant en francs est sensiblement équivalent à la même somme en livres à la fin de l'ancien régime.

91. Cahier de charges d'adjudication à la requête de M. et M^{me} Le Breton, procès-verbal et quittance, 1^{er}-21 juillet 1818, AN, MC/ET/LXXXIX/1069.

92. Acte de vente par les héritiers Midy passé devant Guillotte, notaire à Rouen, le 19 juin 1792, cité dans l'acte précédent.

seulement, avec 6 m de façade) au nom de « M^d Vollant de Solignac » (*sic*). Il s'agit bien sûr de la sœur aînée de Sophie.

Les Berger, les Vallet, les Volland, une stratégie d'alliance très étroite.

L'itinéraire de Jean Bernard le jeune témoigne des liens étroits unissant les Berger et les Volland. Ces liens tirent leur origine de la première union de M^{me} Volland avec Claude Berger. Malgré la brièveté de celle-ci et un rapide remariage en octobre 1713, guère plus d'un an après la mort du premier époux, et malgré le décès prématuré de la petite Marie Françoise Berger issue de cette union, ces attaches nouées dans un laps de temps relativement court par la toute jeune femme semblent de la plus grande solidité. Pour bien comprendre dans quel cadre s'exprime cette solidarité familiale remarquable, il faut d'abord brosser à grands traits le parcours des Volland et évoquer leur alliance stratégique avec une troisième lignée, celle des Vallet, deux points qui mériteraient sans aucun doute une étude spécifique que nous ne pouvons qu'ébaucher ici.

Comme son père Jean Estienne, Jean Robert Volland a commencé sa carrière dans les finances royales. Au moment de son mariage, il détient la charge d'inspecteur-général des Fermes du Roi⁹³. Pour la jeune veuve Françoise Elisabeth, il s'agit à nouveau là d'un grand mariage, dont le contrat est signé par des membres de la famille royale. La dot de la future se monte alors à 60 000 livres, le double de celle de la précédente union, et la fortune du futur est équivalente. Après la mort de son père, Jean Robert lui succède comme directeur général pour le fournissement des sels⁹⁴, une place qu'il occupa toute sa vie, et un rouage essentiel de l'administration des gabelles.

Fournissement, « en matière de grandes gabelles, a la même signification [qu'] approvisionnement », nous dit l'*Encyclopédie méthodique*⁹⁵. Rappelons que la France était alors divisée en zones relevant de droits différents concernant le commerce et la fiscalité du sel. La plus étendue de ces zones, dite de grandes gabelles, rassemblait les provinces situées dans un bassin parisien élargi. Le sel y était

93. CM Volland-Brunel de La Carlière, 30 août 1713, AN, MC/ET/XCII/365.

94. *Ibid.* et d'après les indications fournies par les éditions successives de l'*Almanach royal* de 1710 à 1753 (sous différentes désignations toutes synonymes) qui ne font apparaître aucun hiatus à la mort de Jean Estienne.

95. *Encyclopédie méthodique, Finances*, Paris-Liège, Panckoucke-Plomteux, 1785, t. II, art « Fournissement », p. 160.

fortement taxé et sa distribution exclusivement organisée par l'État, la consommation d'une quantité de sel minimum y étant en outre obligatoire. Un certain nombre de greniers étaient répartis sur le territoire pour procéder à cette « vente volontaire ». « Sous le nom de fournissement, on entendait les diverses opérations qui tendaient à faire passer dans chaque grenier les quantités de sel dont il devait être approvisionné pour la consommation des paroisses de son ressort. Les diverses opérations du fournissement comprenait l'achat du sel sur les marais salants, le transport du sel des marais dans les dépôts et des dépôts dans les greniers »⁹⁶. Les règlements prescrivaient que le sel destiné aux greniers de grandes gabelles provienne des « marais salants de Brouage, des îles adjacentes et du comté nantais » (ordonnance de 1680), réputés les meilleurs.

Pour procéder aux achats de sel en Saintonge, les directeurs des Fermes s'adressaient à des entrepreneurs généraux des gabelles qui achetaient la marchandise aux propriétaires de marais salants. Or à partir des années 1710 et pendant plus de cinquante ans, le commerce du sel de Brouage fut dominé par la famille des Vallet⁹⁷ dans laquelle se transmettait la fonction, et qui figura donc d'abord parmi les relations d'affaires principales des Volland.

Pierre Vallet, sieur de La Brande (Archiac, 1661 – Marennnes, 1740⁹⁸), à l'origine de la mainmise familiale sur le secteur, était à la tête d'une fortune dépassant 1 500 000 livres tournois dès 1712⁹⁹. L'emprise des Vallet reposait sur une présence massive dans le maximum d'aspects de l'activité. Grands propriétaires de marais et donc importants producteurs de sel, ils disposaient d'une flotte considérable leur permettant de contrôler un pan important du transport fluvial et maritime nécessaire à la circulation de la marchandise à travers le royaume, dotés de capitaux considérables et d'un réseau

96. J. Pasquier, *L'Impôt des gabelles en France aux XVII^e et XVIII^e siècles* (1905), Genève, Saltkine reprints, 1978, p. 34.

97. Sur les Vallet, nos sources principales sont les notices de Pierre, Nicolas et Pierre-Armand Vallet in Christine Favre-Lejeune, *Les Secrétaires du Roi de la grande chancellerie de France : Dictionnaire biographique et généalogique (1672-1789)*, Paris, Sedepols, 1986, la notice « VALLET (Pierre-Armand) » in Thierry Claeys, *Dictionnaire biographique des financiers en France au XVIII^e siècle* (2^e éd.), SPM, 2009, t. II, p. 1115-1119, et le chapitre à eux consacrés, « Les Vallet de Salignac et de La Touche », dans le livre de Marcel Lafosse et Claude Laveau, *Le Commerce du sel de Brouage aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Armand Colin, 1960, p. 53-58.

98. Registre paroissial de Marennnes.

99. Supplique de Mengin, commis aux achats de sel dans l'île d'Oléron, 13 mars 1712, AN G⁷ 342, citée par Marcel Lafosse et Claude Laveau, *Le Commerce du sel de Brouage aux XVII^e et XVIII^e siècles*, op. cit., p. 54.

puissant de relations avec d'autres négociants, ils étaient aussi en mesure d'engager d'importantes opérations internationales. Ils avaient par ailleurs diversifié leurs activités, notamment dans les domaines des fournitures à la marine et du commerce avec les villes hanséatiques. Les deux fils de Vallet de La Brande, Nicolas Vallet, sieur de La Touche (Marennes, 1698 – Paris, 1759) et Pierre Vallet, seigneur de Salignac (né le 24 avril 1701 à Marennes) prirent sa suite. Régulièrement attaqués par les autres acteurs de la filière qui contestaient un monopole écrasant, les Vallet renforcèrent cette position par leur politique d'alliance matrimoniale.

Françoise Vallet, la fille de Vallet de La Brande, avait d'abord ainsi épousé Claude Pierre Testu, « commis au chargement des sels de Brouage, receveur jusqu'en 1744 des droits levés sur les sels pour le prince de Conti, associé dans les entreprises de son beau-père puis de ses beaux-frères »¹⁰⁰, mais surtout, Vallet de Salignac épousa le 11 septembre 1737 Marie Jeanne Elisabeth Volland, fille de Jean Robert¹⁰¹. Entrepreneurs et directeur des gabelles se trouvant de la sorte unis, c'était l'ensemble de la filière des sels de Brouage, de la production dans les marais jusqu'à l'approvisionnement des greniers à sel de l'ensemble du bassin parisien, qui se trouvait, à un titre ou à un autre, sous la coupe des deux lignées associées, ainsi à même de maîtriser l'évolution des prix au mieux de leurs intérêts et de profiter à plein d'une forme de commerce dont les recettes étaient garanties par l'État.

Prometteuse d'excellents profits, l'alliance fut cimentée aussi solidement que possible. Les deux familles établirent leurs rejetons aux deux pôles géographiques de leur activité, en Saintonge et dans la capitale. Jean Nicolas Volland suivit sa sœur à Marennes, où l'on retrouve sa trace dans les registres paroissiaux de 1738 à 1741¹⁰², tandis que Vallet de La Touche établit son domicile parisien¹⁰³ à la

100. Claëys, *op. cit.*, p. 1117. Le mariage date d'avant 1712, d'après la supplique de Mengin déjà citée.

101. Sur la famille Volland voir l'arbre généalogique dans l'article de Françoise Launay, « Le testament de madame Volland et son buste de Diderot », *RDE*, 48 (2013), 53-68.

102. Pour le baptême des enfants Vallet de Salignac, ses neveux et nièces : Pierre François, le 15 juin 1738 ; Jean Marie (le futur Vallet de Faÿolle), le 13 octobre 1739 ; Henriette Nicolle, 12 février 1741, baptisée le 13. On note cependant l'absence de sa signature lors du baptême de Mélanie, le 19 janvier 1744, et c'est par erreur que sa présence au mariage de sa sœur Marie Charlotte en 1749 a été mentionnée par l'un de nous (Emmanuel Boussuge, art. cit. note 34, p. 308 note 29).

103. En 1729 Vallet de La Touche épousa à Paris Françoise Thérèse de Fontaine (1712-1765), fille naturelle du riche financier Samuel Bernard. L'installation à Paris des Vallet correspondait aussi à des visées nouvelles de la famille du côté de la

même adresse que les Volland, d'abord rue Poissonnière, puis rue des Vieux-Augustins en 1738 comme nous l'avons vu précédemment. Tel fut le cadre qui orienta de manière déterminante la carrière des fils Berger de Fontenay (les deux Jean Bernard).

Revenons donc à leur connexion avec la famille de leur tante Brunel de La Carlière. Les relations étaient, semble-t-il, restées suivies. La situation très similaire des deux jeunes veuves des frères Berger (Claude et Jean) décédés en 1712, tout comme le rôle déterminant de leur beau-frère Berger de Courbeton dans la tutelle de leur progéniture, sont autant d'éléments susceptibles d'avoir justifié la proximité persistante. Une disposition du contrat de mariage entre Claude et Françoise Elisabeth avait en outre établi un lien financier de long terme. Comme nous l'avons vu plus haut, le douaire de l'épouse comprenait une rente à vie de 800 livres. Après la mort de son mari, son beau-frère Berger de Courbeton se trouva chargé de régler la somme, puis à la mort de ce dernier, sa fille hérita de la charge. Ainsi trouve-t-on Madame de Champagneux¹⁰⁴ débitrice du douaire de madame Volland pour la somme de 800 livres en 1772 sur l'inventaire après décès de cette dernière, avec, sans doute, encore un dernier terme annuel à payer¹⁰⁵.

Quoi qu'il en soit, et bien que nous manquions de précisions biographiques antérieures aux années 1750, le déroulement de la carrière des Berger de Fontenay rentre d'évidence dans le cadre d'une stratégie familiale étroitement coordonnée avec les Volland et les Vallet. Le poste de directeur des Aides à Saintes acquis par l'aîné correspond bien à l'ancrage saintongeais sur laquelle cette stratégie repose pour moitié. Quant à la carrière du plus jeune des deux frères arrivé à la direction des gabelles en succession de Jean Robert Volland et installé aussitôt avec les deux familles rue des Vieux-Augustins, le lien est précisément confirmé, si besoin en était, par une ligne de l'inventaire après décès de sa tante qui mentionne :

Une promesse du Sr Berger de faire a ladite Dame Volland une pension de douze cent livres sa vie durant tant que le S. Berger seroit dans l'emploi de directeur général des grandes gabelles en date du huit septembre mil sept cent cinquante trois¹⁰⁶.

haute finance parisienne. Après les graves problèmes connus par le clan dans les années 1760-1763, c'est d'ailleurs dans ce cadre-là que se déploya ensuite l'activité de Pierre Armand Vallet de Villeneuve, le fils de Vallet de La Touche.

104. Gabrielle Claude épouse de Laurent Fayard de Champagneux, décédée le 27 juillet 1775 à Croissy-sur-Seine, à l'âge de 68 ans (RP de Croissy-sur-Seine).

105. IAD de Françoise Elisabeth Brunel de La Carlière, 9 mai 1772, AN, MC/ET/XLII/527.

106. *Ibid.*

De toute évidence, il s'agissait bien en 1753 de perpétuer un système éminemment rentable basé sur le contrôle simultané de l'achat des sels du ressort des entrepreneurs des gabelles et de leur distribution sous l'autorité de la direction des fournissements.

Notre recherche des liens de parenté éventuels entre le premier mari de madame Volland et le sieur Berger de Fontenay, fréquenté par Diderot par son intermédiaire, ne nous a pas seulement permis de recomposer une famille. Cette quête nous a également fait prendre la mesure de la fortune des Volland, acquise dans le cadre d'une stratégie familiale soigneusement mise en place, et d'en comprendre les rouages. Elle nous permet aussi de mettre en lumière la part spécifique jouée par madame Volland dans cette stratégie, au travers de ses deux unions successives.

La bonne connaissance que nous avons acquise du milieu dans lequel gravitaient les familles Volland, Vallet et Berger, étroitement liées par le sang et par l'argent, nous fait par ailleurs prendre conscience de l'aspect culturel de leurs relations : ce ne sont là que médecins prestigieux, gens de finance non seulement et nécessairement diplômés, mais aussi des êtres cultivés. C'est en particulier le cas de François Berger de Courbeton, acteur d'un mécénat artistique important, et directeur de l'Opéra, et l'on voit émerger d'autres prolongements intellectuels au travers de la Loge Olympique à laquelle son neveu appartenait. Nous ne nous étonnons dès lors plus de voir Diderot dans leur sillage : les échanges se font à un juste niveau, Diderot ne crée pas la lumière *ex nihilo*, il ajoute la sienne à un milieu déjà bien éclairé.

Remerciements

Les auteurs remercient particulièrement Marie-Leca-Tsiomis et Irène Passeron, les organisatrices du séminaire « La manufacture encyclopédique » grâce auquel ils ont eu le plaisir de cheminer ensemble rue des Vieux-Augustins. Ils expriment toute leur reconnaissance à Annie Angremy pour le prêt de son exemplaire du *Géographe parisien*, et à Évelyne Méricot pour sa lecture critique de leur manuscrit. Ils sont enfin redevables à la direction des Archives nationales pour leur autorisation de reproduire un document de leur fonds.

Françoise LAUNAY
Observatoire de Paris, SYRTE, équipe d'histoire
et Emmanuel BOUSSUGE